

VIVE LA RADICALISATION DU MOUVEMENT !

Depuis le 16 mars, *le mouvement lycéen contre la loi Fillon est entré dans une nouvelle phase* : les lycéens les plus combattifs comprennent de plus en plus, par leur propre expérience, que la tactique des « journées d'action » dispersées et sans lendemain, convoquées par les dirigeants de la FIDL, de l'UNL et des JC, ne pouvait mener qu'à la défaite.

De fait, la loi Fillon n'a pu être votée qu'à cause de *l'isolement du mouvement lycéen* (abandonné par les dirigeants des syndicats enseignants) et à cause de la *trahison des chefs de la FIDL, de l'UNL et des JC*, qui ont purement et simplement enterré le mouvement au soir du 15 mars, organisant un ridicule « référendum » et refusant de remobiliser avant le 2 avril (sachant que l'appel des principaux syndicats enseignants, lycéens et étudiants à manifester ce jour-là *n'évoque même pas la loi Fillon* !).

ÉTENDONS LA GRÈVE ET LES « BLOCAGES » !

Contre cette trahison, les lycéens les plus combattifs (y compris un certain nombre de militants UNL ou JC) sont chaque jour plus nombreux à comprendre qu'il n'y a pas d'autre solution, pour gagner, que la *grève*. Bien sûr, la grève implique le « blocage » des lycées (piquets de grève) : **c'est en empêchant tous ensemble (lycéens, enseignants, parents...) le fonctionnement du système scolaire que l'on peut créer un véritable rapport de force, rendant encore possible le retrait de la loi Fillon.**

Certes, le mouvement de grève est encore minoritaire. Mais *c'était le cas aussi des premières manifestations*, début février, lorsque quelques poignées de lycéens seulement étaient descendus dans la rue... avant d'être rejoints les semaines suivantes par des dizaines de milliers d'autres (jusqu'à 200 000 rien que le 8 mars) ! De plus, le mouvement de grève ne serait certainement pas aussi limité, mais aurait peut-être déjà triomphé, *si les dirigeants des syndicats enseignants et lycéens avaient appelé à la grève générale lorsque les manifestations étaient à leur zénith*, pendant un mois, entre le 10 février et le 8 mars...

Mais, depuis le 16 mars, l'extension progressive de la grève et des « blocages » n'en est pas moins là : c'est un fait tangible dont la progression est même très impressionnante. Une centaine de lycées ont ainsi été bloqués au cours des derniers jours, certains le restant héroïquement de manière continue. Or, *rien n'effraie plus le gouvernement que cette radicalisation du mouvement* ; c'est pourquoi celui-ci se heurte directement à l'appareil d'État (proviseurs, police...) et à ses suppôts (les grands médias qui le passent sous silence).

POUR L'AUTO-ORGANISATION DÉMOCRATIQUE

Dans ce contexte, **la Coordination nationale lycéenne doit être à la hauteur de ses responsabilités.** Même si l'on doit déplorer son caractère trop tardif, les appels à la grève illimitée et au blocage lancés par la Coordination nationale les 12 et 20 mars ont été des points d'appui décisifs pour l'extension de la grève. Les capacités de mobilisation de la Coordination nationale sont encore limitées, mais elles peuvent progresser... **à condition que l'auto-organisation démocratique devienne la base même du mouvement.** Les coordinations (par ville, par région et nationale) doivent rassembler largement, au-delà des seuls militants : *elles doivent reposer sur des délégués élus et dûment mandatés en Assemblée générale dans les lycées* ; ce n'est pas une question formelle, mais *c'est la condition pour asseoir leur légitimité et pour leur donner un caractère de plus en plus massif*. Les délégués doivent rendre compte de leur mandat et être révocables à chaque instant par la base s'ils ne donnent plus satisfaction. En particulier, les membres du « Comité de coordination » (chargés d'exécuter les décisions entre deux réunions de la coordination) doivent rendre compte de leur activité de manière systématique. — Sur cette base, nous faisons les *quatre propositions concrètes* suivantes :

LA COORDINATION NATIONALE DOIT SE POSER DÉSORMAIS OUVERTEMENT COMME ALTERNATIVE AUX DIRECTIONS FAILLIES DE LA FIDL ET DE L'UNL

- 1) **Lancer un tract national de la Coordination en tant que telle**, qui appelle de nouveau à la grève et au blocage des lycées, sur la base d'une *liste exhaustive de ceux qui ont été ou sont paralysés*, pour encourager tous les autres à les rejoindre ;
- 2) **Élargir et mieux structurer la Coordination** en décidant que, désormais, toutes les coordinations reposent sur des délégués élus et mandatés en AG par leur lycée ;
- 3) **Préparer la manifestation de jeudi prochain** non pas comme une fin en soi à laquelle devrait être subordonnée la grève, mais au contraire comme la *manifestation des grévistes*, organisée par la Coordination nationale en tant que telle ;
- 4) **Organiser une délégation massive de lycéens au siège national des syndicats enseignants** (par exemple mardi), pour exiger qu'ils cessent de se contenter d'un « soutien » purement formel à la grève lycéenne, et qu'ils appellent tous les enseignants et personnels à faire grève immédiatement, jusqu'au retrait de la loi Fillon ; les réponses reçues seront rendues publiques et, le cas échéant, dénoncées.

Des lycéens, étudiants et enseignants mobilisés, réunis le 26 mars avec le Groupe CRI. Contactez-nous : groupecri@free.fr ou 06 64 91 49 63
Prochaine réunion avec le Groupe CRI : LUNDI 28 mars, à 18 h. Rdv. : Métro Place Monge (ligne 7), en haut de l'escalator.